

Quelle politique de contre radicalisation en France ?

Pierre CONESA

21 Septembre 2016

En guise de préambule le conférencier fait remarquer que les responsables politiques français ont toujours eu beaucoup de mal à prendre des décisions, en particulier, mais pas seulement, au regard de la radicalisation. Celle-ci peut être définie comme le passage à la violence physique. En 2014, avant les attentats en France, lorsque l'on fait remarquer à Manuel Valls que nous ne disposons pas d'une réelle politique anti-radicalisation, celui-ci répond que les textes législatifs existants sont suffisants. Les événements de 2015 montrent qu'il n'en n'est rien.

Beaucoup de communautés vivent en France mais celle qui pose question est la communauté musulmane, celle qu'on qualifie d'Islam de France, qui représente entre 5 et 6 millions de personnes. En fait une très grande partie de celle-ci est dans un processus d'intégration silencieuse et ne pose aucun problème. Mais le regard que nous portons sur elle reste une source de blessure pour elle, qui se considère comme totalement française et néanmoins mise à l'écart.

L'étude réalisée par le conférencier en 2014 montrait que déjà le salafisme existait en France et que déjà certains parents signalaient le départ de leur enfant en Syrie. Beaucoup plus tôt, dans les années 80, sous Mitterrand, « La marche des Beurs » avait révélé ce sentiment d'absence d'intégration, mais n'avait débouché que sur un geste symbolique, la création d'« SOS Racisme ». De même, le livre écrit par des enseignants, « Les territoires perdus de la république » suscite un intérêt mais ne débouche sur aucune mesure concrète. L'Institut de théologie musulmane créé à Strasbourg à la demande d'un professeur au Collège de France, ne durera que quelques années.

Cette méconnaissance du problème aboutit à la radicalisation observée aujourd'hui. Celle-ci s'incarne dans le salafisme qui s'appuie sur une lecture stricte du Coran et sur la volonté d'un retour à l'âge d'or de l'Islam, celle de la période du Prophète. Une grande partie des imams considère que cette lecture est la plus rétrograde qui soit. Elle se traduit par le fait, par exemple, que certains élèves ne veulent pas entrer dans la Basilique de Saint Denis, ou que des femmes musulmanes veulent disposer d'une piscine à Lille, à certaines heures, uniquement pour elles. Dans toutes ces situations, on oppose la règle républicaine à la règle religieuse.

Les attentats de 2015 font prendre conscience de la gravité du problème. En grande partie à cause de la colonisation, la communauté musulmane se considère comme victime et tient un discours de victimisation, qu'on ne trouve pas dans d'autres communautés, notamment la communauté turque. De plus tout devient prétexte pour accuser la république d'islamophobie.

Le salafisme est fondé sur la nécessité d'opérer une rupture radicale avec la société occidentale, dans laquelle il considère que la femme est traitée comme une marchandise, et que le nombre de morts du fait des attentats est porté sur le devant de la scène médiatique alors que celui dû aux offensives militaires en Irak et en Syrie, beaucoup plus élevé, est passé sous silence. La critique radicale de notre modèle de société, la promesse d'accéder au paradis par un acte héroïque et l'existence d'un véritable territoire qui incarne les valeurs de l'EI sont autant de bonnes raisons pour aller combattre en Syrie.

Après les attentats, la politique du gouvernement français s'est appuyée sur la prévention, la répression et le discours.

La prévention est censée passer par des actions en prison et à l'école. De fait peu de choses sont faites et les imams qui intervenaient en prison avant les attentats, très bien rémunérés par des pays étrangers, pouvaient parfaitement porter une parole salafiste.

La répression s'appuie sur l'état d'urgence, la déchéance de nationalité ayant été finalement refusée.

Les discours de contre radicalisation existent mais sont très peu entendus.

Le point essentiel est la politique étrangère. Or celle-ci est marquée principalement par le fait que nous faisons la guerre à l'EI au sein d'une coalition qui ne comporte désormais plus aucun pays du Moyen-Orient. Nous n'avons donc aucune légitimité dans cette région et les actions violentes à notre encontre traduisent simplement la volonté de vengeance. Le seul pays qui prétend posséder un programme de déradicalisation au Moyen-Orient est l'Arabie saoudite. En réalité ce programme vise à transformer le salafisme en quiétisme, ce qui n'est pas mieux.

Il est clair que la radicalisation va trouver un terrain d'élection dans l'entreprise elle-même, et que celle-ci va de plus en plus souvent être confrontée à des phénomènes difficiles à gérer comme la prière (qui nécessite cinq pauses dans la journée) ou le voile intégral sur le lieu de travail. Faut-il aller jusqu'au licenciement ou faut-il tolérer ?

Questions

- Que faire face à un Islam qui, par essence, est intolérant ?
Réponse : Tous les musulmans ne sont pas intolérants et nous n'avons pas de leçon à donner à la terre entière ; nous avons tort de faire la guerre au Moyen Orient ;
- La propagande de l'EI est extrêmement facile à trouver sur Internet ; comment lutter contre cette source de radicalisation ?
Réponse : Effectivement nous sommes démunis car Daesh dispose d'une grande puissance de communication (11 langues de diffusion) et d'un message révolutionnaire, qui fonctionne très bien et qui est fondé sur la séduction, l'isolement et le combat ;
- Comme les autres religions, l'Islam est violent mais la Bible contient encore plus d'épisodes de violence que le Coran ; l'Islam étant plus jeune que le christianisme traverse la phase de violence que le christianisme a connu il y a quelques siècles ; la

société judéo-chrétienne ne devrait-elle pas d'abord reconnaître ses erreurs passées avant de critiquer l'Islam ?

Réponse : Effectivement toutes les religions monothéistes sont fondées sur la violence, comme en témoignent, en particulier, l'épisode de Sodome et Gomorrhe dans la Bible ou celui du mariage du Prophète dans le Coran ; mais ceci ne justifie pas les demandes insupportables des musulmans à propos de la piscine de Lille.

- Certains soldats français d'origine maghrébine ont refusé de combattre contre des musulmans ; qu'en pense le conférencier ?

Réponse : Le cas a existé mais est extrêmement rare ;

-Il existe deux profils différents parmi les radicalisés : ceux qui connaissent l'Islam et s'engagent et ceux qui s'engagent d'abord puis se convertissent ; faut-il les traiter différemment ?

Réponse : Oui, mais aucune solution n'a encore été trouvée ;

- Comment les entreprises pourraient-elles gérer le délicat problème des salariés désireux d'appliquer les principes de l'Islam ?

Réponse : Il faudra étudier au cas par cas, mais se garder, au niveau de la loi, de verser dans le « droidhommisme » ; il n'est pas normal qu'en France on hésite à rapprocher les fichiers de la police et ceux de la gendarmerie, au nom des libertés individuelles ; il n'est pas normal que les policiers ne puissent pas ouvrir le coffre d'une voiture, qui, en l'occurrence, contient des bouteilles de gaz destinées à exploser ; l'État de droit n'est pas une situation figée ; il faut savoir s'adapter ;

-La nouvelle loi sur le numérique va-t-elle permettre d'agir plus vite ?

Réponse : Il faudrait effectivement que la France accepte de procéder à une censure sur les messages salafistes ; une partie de l'opinion refuse cela, au nom du fait que la France ne doit pas prendre exemple sur le Patriot Act des Etats-Unis ; mais ce pays n'est pas devenu une dictature en adoptant ce texte, qui lui a permis, en revanche, de procéder à des contrôles très utiles hors de son territoire ; la déchéance de nationalité a été refusée à tort par notre pays ; elle n'aurait certes pas dissuadé les salafistes de mourir pour leur cause, mais elle aurait aidé à mieux connaître les réseaux ; la France souffre de son plaisir de discourir et de son refus d'agir concrètement ;

-Y-a-t-il une dimension psychique dans le comportement de rupture des salafistes ?

Réponse : probablement, mais on manque de moyens pour connaître celle-ci ; le comportement de la plupart d'entre eux apparaît *a priori* comme très normal ;

-Que pensez de l'argument selon lequel, même si l'on se retirait de la guerre au Moyen-Orient, les attentats se poursuivraient, car nous sommes des mécréants contre qui la guerre sainte doit être menée ?

Réponse : La France n'a pas de politique étrangère claire ; elle s'adapte aux circonstances et est intervenue dans des guerres, sans analyse préalable des crises, ce qui a débouché sur des difficultés et sur une haine à notre égard qui ne cesse de grandir ; on fait la guerre, sans plus savoir exactement pourquoi ; nous n'avons rien à faire au Moyen-Orient ; nous devrions laisser aux pays de la région la charge de régler

un problème qui ne nous concerne pas ; d'après le conférencier cette posture nous aurait permis de probablement échapper à la violence actuelle.